

DIFFUSION IMMÉDIATE

Le Canada échoue au chapitre des services de garde – UNICEF : des activistes demandent au gouvernement fédéral de reconnaître son échec et d'adopter un plan pour redresser la situation

Une fois de plus, le Canada se classe au dernier rang à l'échelle internationale au chapitre des mesures prises pour doter le pays d'un système universel de services de garde de qualité dont les bienfaits sociaux et économiques compensent largement les coûts. Le Canada ne satisfait qu'à une des dix normes prônées par l'UNICEF dans une analyse de vingt-cinq pays rendue publique le mercredi 10 décembre 2008.

Deux mesures essentielles sont nécessaires pour régler la crise des services de garde à l'enfance au Canada et ces deux mesures exigent du leadership de la part du gouvernement fédéral.

Premièrement, le gouvernement fédéral doit admettre le problème. Cela étant, l'Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance (ACPSGE) demande au gouvernement au pouvoir de reconnaître que l'approche laxiste actuelle en matière de services de garde est un échec.

« Le rapport de l'UNICEF ne laisse pas de doute : les crédits d'impôt aux entreprises et les maigres transferts sans condition aux provinces et aux parents n'ont rien fait pour améliorer l'accès à des services de garde de qualité et abordables », soutient Jody Dallaire, présidente de l'ACPSGE et résidente du Nouveau-Brunswick. « Le Canada n'a pas de vision en matière de garde à l'enfance et, à l'extérieur du Québec, le financement public est minime. Pas étonnant qu'on se retrouve encore, comme dans le rapport de l'OCDE sur l'apprentissage à la petite enfance, au bas de l'échelle internationale ».

Seulement 17 % des enfants au Canada ont accès à une place dans un service de garde réglementé. Les parents canadiens sont parmi ceux qui paient les frais de garde les plus élevés au monde et pourtant les éducatrices et éducateurs à la petite enfance font partie des travailleurs les moins bien rémunérés au pays.

Deuxièmement, le gouvernement fédéral doit travailler avec les partis d'opposition et les provinces et territoires à l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan d'action pour les services de garde au Canada.

« Pas un autre pays doté de ressources financières comparables à celles du Canada a fait si peu pour soutenir ses enfants, les femmes et les familles », selon Susan Harney, vice-présidente de l'ACPSGE et résidente de la Colombie-Britannique. « À un moment où les gouvernements – fédéral, provincial et territorial – étudient divers moyens de stimuler l'économie, les services de garde devraient au sommet de leur liste de priorités ».

Une multitude d'études canadiennes et étatsuniennes démontrent l'effet stimulant des services de garde de qualité sur l'économie locale. S'ils ont accès à des services de garde, les familles pourront traverser la crise économique actuelle que ce soit en cumulant divers emplois à temps partiel ou sur appel, en demeurant disponible pour travailler comme l'exige l'assurance-emploi ou en suivant du perfectionnement. De plus, des services de garde qui offrent aux enfants un environnement d'apprentissage stable, consistant et de qualité favorisent leur développement et leur épanouissement, un aspect singulièrement important dans cette période stressante.

« Au cours des six prochaines semaines, nous verrons si ce gouvernement minoritaire est prêt à reconnaître ses erreurs, à en tirer des leçons et à écouter la majorité des Canadiennes et Canadiens qui sont pour l'investissement de fonds publics en services de garde », conclut madame Dallaire. « Ce sera la mesure réelle du leadership de ce gouvernement et de son engagement à collaborer ».